

A V I S N° 1.907  
-----

Séance du mardi 29 avril 2014  
-----

Financement des projets globaux en matière de premiers emplois dans le secteur non-marchand - projet d'arrêté royal

x                    x                    x

2.714-1

## **A V I S N° 1.907**

---

Objet : Financement des projets globaux en matière de premiers emplois dans le secteur non-marchand - projet d'arrêté royal

---

Par lettre du 8 avril 2014, madame M. DE CONINCK, ministre de l'Emploi, a saisi le Conseil national du Travail d'une demande d'avis relative à un projet d'arrêté royal modifiant l'article 6 bis de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand. Ce projet d'arrêté royal est cosigné par la ministre des Affaires sociales, madame L. ONKELINX.

Ce projet d'arrêté royal prévoit le transfert des moyens nécessaires au maintien du financement du projet global relatif aux premiers emplois dans le secteur non-marchand dans les services de soins à domicile, qui ont été créés avant le 1er juillet 2014 et octroyés par le Fonds maribel social 330 (établissements et services de santé).

La Commission des relations individuelles du travail et de la sécurité sociale a été chargée de l'examen de la problématique.

Sur rapport de celle-ci, le Conseil a émis le 29 avril 2014, l'avis unanime suivant.

x                      x                      x

## AVIS DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL

---

### I. PORTEE DE LA SAISINE

Par lettre du 8 avril 2014, madame M. DE CONINCK, ministre de l'Emploi, a saisi le Conseil national du Travail d'une demande d'avis relative à un projet d'arrêté royal modifiant l'article 6 bis de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand. Ce projet d'arrêté royal est cosigné par la ministre des Affaires sociales, madame L. ONKELINX.

Ce projet d'arrêté royal prévoit le transfert des moyens nécessaires au maintien du financement du projet global relatif aux premiers emplois dans le secteur non-marchand dans les services de soins à domicile, qui ont été créés avant le 1er juillet 2014 et octroyés par le Fonds maribel social 330 (établissements et services de santé).

A cet effet, la dotation du Fonds maribel social 330 est majorée sur une base annuelle. Cette majoration n'implique pas de dépenses supplémentaires. Il s'agit, en l'espèce, d'un simple transfert de moyens au sein de la gestion globale, qui est nécessaire pour continuer à financer ce projet, étant donné que les "projets du secteur non-marchand pour les jeunes", en tant que volet de la politique des groupes cibles, seront transférés aux Régions en conséquence de la sixième réforme de l'Etat.

Les autres projets fédéraux qui sont actifs dans ce cadre bénéficient d'une autre base de financement.

### II. POSITION DU CONSEIL

Le Conseil a pris connaissance du projet d'arrêté royal dont saisi ainsi que des modifications proposées de manière unanime par les partenaires sociaux du Fonds maribel social 330.

Il peut marquer son accord audit projet d'arrêté moyennant les modifications proposées, telles que formulées par le Fonds maribel social 330, mentionnées en gras dans le projet d'arrêté, lesquelles se trouvent annexées au présent avis.

-----

**ROYAUME DE BELGIQUE**

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE**

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

Arrêté royal modifiant l'article 6bis de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

**PHILIPPE, Roi des Belges,**  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, notamment l'article 35, § 5, inséré par la loi du 30 décembre 1988, remplacé par la loi-programme du 22 décembre 2003 et modifié par la loi du 17 juin 2009 ;

Vu l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2007 exécutant l'article 82 de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations et déterminant les projets globaux dans les secteurs relevant de la compétence de l'autorité fédérale ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

**KONINKRIJK BELGIE**

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID**

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 6bis van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector.

**FILIP, Koning der Belgen,**  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, artikel 35, § 5, ingevoegd bij de wet van 30 december 1988, vervangen bij de wet van 22 december 2003 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 17 juni 2009;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector;

Gelet op het ministerieel besluit van 31 mei 2007 tot uitvoering van artikel 82 van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact en tot vaststelling van de globale projecten in de sectoren die onder de bevoegdheid van de federale overheid vallen;

Gezien de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 mars 2014 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 avril 2014 ;

Vu l'avis n° ..... du Conseil National du Travail, donné le XX YY ;

Vu l'avis n° xxxxx du Conseil d'Etat donné le XX YY, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence ;

**Considérant que le financement des emplois créés dans les projets pour les soins infirmiers à domicile, qui est fixé avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014 et qui est octroyé par le Fonds Maribel social 330 (établissements et services de santé), est garanti dans le cadre du Maribel social, la sixième réforme de l'État prévoyant que les « projets du secteur non marchand pour les jeunes », en tant que volet de la politique des groupes cibles, seront transférés aux Régions le 1<sup>er</sup> juillet 2014 ;**

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Ministre de l'Emploi et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

**NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :**

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 6bis de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, inséré par l'arrêté royal du 13 juin 2010, dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 maart 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 2 april 2014;

Gelet op het advies nr. .... van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op XX YY;

Gelet op het advies nr. xxxxx van de Raad van State, gegeven op XX YY, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

**Overwegende dat de financiering van de gecreëerde tewerkstelling in de projecten bij de thuisverpleging, aangevat voor 1 juli 2014 en toegekend door het Fonds sociale maribel 330 (gezondheidsinrichtingen en -diensten), gegarandeerd wordt binnen het kader van de sociale Maribel, waarbij de Zesde Staatshervorming voorziet dat de 'non-profit projecten jongeren' als onderdeel van het doelgroepenbeleid worden overgedragen aan de gewesten op 1 juli 2014;**

Op de voordracht van onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en Onze Minister van Werk en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers;

**HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:**

**Artikel 1.** Artikel 6bis van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 juni 2010, waarvan de bestaande tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2 luidende:

« §2. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, la dotation du fonds sectoriel pour la commission paritaire visée à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, n) est majorée afin d'assurer le financement de 150 emplois en équivalents temps plein au coût salarial moyen de 35.000 euros en 2009. Il s'agit des emplois créés dans le cadre du projet « services de soins à domicile » comme prévu à l'article 1, 4<sup>o</sup> de l'arrêté ministériel de 31 mai 2007 exécutant l'article 82 de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations et déterminant les projets globaux dans les secteurs relevant de la compétence de l'autorité fédérale. »

Le montant visé dans l'alinéa précédent est rattaché à l'indice-pivot 112,72 (base 2004 = 100) et est, à partir de l'année 2010, indexé chaque année au mois d'octobre, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

La majoration, visée aux alinéas précédents, est toujours limitée au coût réel des emplois créés. »

“§2. Vanaf 1 januari 2014 wordt de dotatie voor het sectoraal fonds voor het paritair comité als bedoeld in artikel 1, 1<sup>o</sup>, n) vermeerderd om de financiering van 150 jobs, uitgedrukt in voltijds equivalenten aan een gemiddelde loonkost van 35.000 euro in 2009, te verzekeren. Deze jobs werden gecreëerd in het kader van het project “diensten voor thuisverzorging”, zoals voorzien in artikel 1, 4<sup>o</sup> van het ministerieel besluit van 31 mei 2007 tot uitvoering van artikel 82 van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact en tot vaststelling van de globale projecten in de sectoren die onder de bevoegdheid van de federale overheid vallen.

Het bedrag zoals bedoeld in het vorige lid is gekoppeld aan de spilindex 112,72 (basis 2004 = 100) en wordt, vanaf het jaar 2010, elk jaar geïndexeerd in de maand oktober, overeenkomstig de bepalingen in de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

De verhoging, zoals bedoeld in de vorige leden, wordt steeds beperkt tot de werkelijke kost van de gecreëerde arbeidsplaatsen.”

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

**Art. 3.** Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2014.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor sociale zaken en de minister bevoegd voor werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

PAR LE ROI:  
La Ministre des Affaires sociales,

VAN KONINGSWEGE:  
De Minister van Sociale Zaken,

Laurette ONKELINX

La Ministre de l'Emploi,

De Minister van Werk,

Monica DE CONINCK